



52490



NATIONS UNIES

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Distr. : LIMITEE

E/ECA/PSD.6/L

20 janvier 1990

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

Sixième session de la Conférence commune des
planificateurs, statisticiens et démographes
africains

Addis-Abeba, 15-20 janvier 1990

PROJET DE RAPPORT

A. PARTICIPATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX

1. La sixième session de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains s'est tenue au siège de la CEA, à Addis-Abeba du 15 au 20 janvier 1990. La réunion a été ouverte par le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique.

2. Ont assisté à la session les représentants des Etats membres ci-après de la Commission : Algérie, Burkina Faso, Botswana, Burundi, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Egypte, Ethiopie, Ghana, Guinée, Kenya, Lesotho, Libéria, Libye, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Mauritanie, Mozambique, Niger, Nigéria, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Soudan, Swaziland, Tchad, Togo, Tunisie, Zaïre, Zambie et Zimbabwe.

3. Les Etats membres de l'Organisation des Nations Unies indiqués ci-après étaient représentés par des observateurs : Finlande, France, République fédérale d'Allemagne, Royaume-Uni et Union des républiques socialistes soviétiques.

4. Des représentants du Bureau de la statistique de l'ONU, du Département de la coopération technique pour le développement du Secrétariat de l'ONU ont assisté à la réunion.

5. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) étaient représentés. Ont également assisté à la réunion des représentants des institutions spécialisées suivantes : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), Organisation mondiale de la santé (OMS), Programme alimentaire mondial (PAM), Organisation internationale du Travail (OIT), Union internationale des télécommunications (UIT) et Banque mondiale.

6. Les organismes intergouvernementaux suivants étaient représentés : Ligue arabe, Banque africaine de développement (BAD), Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), et Agence panafricaine de presse (PANA).

7. L'Organisation de l'unité africaine (OUA) était représentée à la Conférence.

8. Des observateurs des institutions et organismes suivants étaient représentés :

développement (CESD) Paris, Eastern Africa Statistical Training Centre (EASTC), Institut national de statistique et d'études économiques (INSEE), Institut sous-régional de statistique et d'économie appliquée (ISSEA), Statistics Sweden, Bureau du recensement des Etats-Unis, Institut de formation et de recherche démographiques (IFORD), Regional Institute for Population Studies (RIPS), Institut africain et mauricien de statistique et d'économie appliquée (IAMSEA), Union douanière et économique de l'Afrique centrale (UDEAC), Institut de développement économique et de planification (IDEP), MULPOC de l'Afrique du Nord, MULPOC de l'Afrique de l'Ouest, CERPOD/CILSS et Communauté économique européenne (CEE).

9. M. Soumah Ibrahima Sow (Guinée) a été élu Président de la Conférence commune, le Dr. Samy A. Elkashf (Egypte) et le Citoyen Mbala Mwambila Bantu (Zaïre) ont été élus Premier et Second vice-Présidents respectivement et M. G. Mandishona (Zimbabwe) a été élu Rapporteur.

B. ORDRE DU JOUR

10. La Conférence commune a adopté l'ordre du jour suivant :

1. Allocution d'ouverture

2. Election du bureau

3. Adoption de l'ordre du jour

4. Etude des conditions économiques et sociales en Afrique. 1988-1989

5. Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel en vue du redressement et de la transformation socio-économique (CARPAS):

a) Rapport intérimaire de suivi du CARPAS;

b) Stratégies d'application du CARPAS aux niveaux national et régional:

- i) Réajustement des plans à court et moyen terme en fonction du CARPAS;
 - ii) Mécanismes de suivi : Rôle des planificateurs et des scientifiques
6. Assistance technique dans les domaines de la planification, des statistiques, de la démographie et de l'informatique

COMITE DE LA PLANIFICATION

- 7. Election du bureau
- 8. Session commune du Comité de la planification et des économies africains sur :
 - a) Modèle macro-économique de la CEA pour le CARPAS;
 - b) Etude des instruments de politique du CARPAS : commerce taux de change, subventions et taux d'intérêt comme instruments de politique pour l'ajustement accompagné de transformation
- 9. Harmonisation et coordination des plans de développement national au niveau sous-régional
- 10. Rapport de l'Institut africain de développement économique et de planification
- 11. Rapport sur les activités de planification de la CEA (1988-1989), examen du programme de travail approuvé (1990-1991) et examen d'un projet de programme de travail (1992-1993) et d'un plan à moyen terme (1992-1997)
- 12. Adoption du rapport

COMITE DES STATISTIQUES

13. Election du bureau

14. Une approche intégrée au développement des statistiques : le programme de développement statistique pour l'Afrique

15. Rapport intérimaire sur l'exécution du Programme relatif aux statistiques de l'environnement pour l'Afrique

16. Indicateurs pour le suivi des progrès accomplis quant aux objectifs sociaux à réaliser au cours des années 90 :

a) Proposition de l'UNICEF, du FNUAP et du Bureau de statistique de l'ONU;

b) Evaluation des dimensions sociales de l'ajustement structurel

17. Rapport intérimaire sur le projet PNUD/Banque mondiale/CEA sur la collecte des données relatives aux programmes de développement et aux flux d'aide:

a) Evaluation des capacités statistiques nationales;

b) Plan d'action pour le développement de la statistique en Afrique au cours des années 90

18. Rapport sur l'exécution du programme de travail de la Division de la statistique (1988-1989), examen du programme de travail approuvé (1990-1991) et examen du projet de programme de travail (1992-1993) et du plan à moyen terme (1992-1997)

19. Adoption du rapport

COMITE DE LA DEMOGRAPHIE

20. Election du bureau
21. Evaluation des données par âge et par sexe et recensements en Afrique
22. Evaluation des expériences nationales en ce qui concerne l'application des politiques de population dans les Etats membres de la CEA en égard au Programme d'action de Kilimandjaro
23. Les rôles relatifs des programmes de santé maternelle et infantile et de planification de la famille, des déterminants proches et des corrélations socio-économiques qui influent sur la fécondité
24. Rapport sur l'IFORD, le RIPS et le CERPOD
25. Rapport sur les activités menées en matière de population au cours de la période 1988-1989, examen du programme de travail approuvé pour 1990-1991, du projet de programme de travail pour 1992-1993 et du plan à moyen terme 1992-1997
26. Adoption du rapport

COMITE DES SCIENCES DE L'INFORMATION

27. Election du bureau
28. Rapport sur l'état d'avancement de la mise en place des centres nationaux, sous-régionaux et institutionnels participant au réseau PADIS
29. Rapport sur les activités du PADIS au cours de la période 1988-1989, examen du programme de travail approuvé pour 1990-1991, du projet de programme de travail pour 1992-1993 et du plan à moyen terme 1992-1997
30. Adoption du rapport

REPRISE DE LA SEANCE PLENIERE

31. Questions diverses

32. Examen de l'ordre du jour provisoire de la septième session de la Conférence commune

33. Examen des travaux des comités et résumé des principales discussions

34. Rapport du Colloque des économistes africains sur le Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel (CARPAS)

35. Adoption du rapport de la Conférence commune à l'intention de la Conférence des ministres de la CEA

C. COMPTE RENDU DES TRAVAUX

Séance plénière

Allocution d'ouverture (point 1 de l'ordre du jour)

11. Monsieur Adebayo Adedeji, Secrétaire général adjoint des Nations Unies et Secrétaire exécutif de la CEA a ouvert la séance et a souhaité la bienvenue aux participants.

12. Il a souligné l'importance de cette réunion qui se déroulait à un moment où l'Afrique entrait dans une nouvelle décennie porteuse de nouveaux défis et espoirs. Il a ensuite rappelé la triste expérience des années 80 et en particulier les effets de facteurs exogènes tels que la sécheresse et l'évolution défavorable en ce qui concerne les marchés financiers et internationaux des produits de base. D'autre part, l'adoption de politiques convenant à des modes de développement étrangers a limité les possibilités d'un développement véritable et il a notamment souligné la nécessité impérieuse de concevoir des politiques authentiquement africaines et tenant compte des priorités et besoins réels de développement. Le cadre politique était inadéquat car il ne visait pas à assurer l'intégration de la gestion économique à court terme avec

les buts et objectifs à long terme. Il a ensuite rappelé l'importance du CARPAS pour trouver une solution à cette dichotomie.

13. Il a indiqué que le CARPAS a été adopté par la Conférence des ministres de la CEA, la réunion commune des ministres africains du développement économique et de la planification et des ministres des finances et a ultérieurement été adopté par le Sommet de l'OUA des chefs d'Etat et de gouvernements africains. Il a ensuite rappelé les résolutions adoptées par diverses instances internationales dont le Conseil économique et social, l'Assemblée générale des Nations Unies, la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays non alignés et la réunion ministérielle de l'Assemblée commune des pays ACP et de la CEE.

14. Il a ensuite donné un bref aperçu des actions entreprises pour rendre le CARPAS opérationnel et notamment la réalisation d'études sur les instruments de politique et l'élaboration de modèles pour l'analyse du cadre politique du CARPAS en vue d'aider à élaborer des modèles spécifiques pour les pays. Il a en outre mentionné les contacts pris avec le FMI, la Banque mondiale, les donateurs et les ONG. Il a souhaité également la bienvenue à l'Association des économistes africains qui assistaient à la Conférence à ce moment important de la mise en pratique du CARPAS.

15. Le Secrétaire exécutif a souligné ensuite la nécessité d'encourager la coopération économique au moment où se créent un peu partout des économies de bloc régionalisées en raison de l'établissement imminent d'un marché européen intégré en 1992. En particulier il a demandé aux participants de réfléchir sur les modalités d'harmoniser et de coordonner les plans de développement nationaux au niveau sous-régional en tant que mesure s'inscrivant dans le cadre de l'établissement progressif d'un marché commun africain.

16. Le Secrétaire exécutif a souligné le rôle des statistiques dans le suivi et l'évaluation des programmes de réformes économiques en cours et des plans de développement et a attiré l'attention de la conférence sur la nécessité de disposer d'indicateurs de performance qui non seulement permettent de mesurer des résultats économiques mais aussi et peut-être de façon plus importante, de mesurer l'impact des programmes de politiques sur la qualité de la vie des groupes cibles ainsi que la démocratisation du développement et des processus de prise de décisions.

17. Il a attiré l'attention des participants sur la nécessité d'envisager des mesures appropriées pour renforcer davantage les capacités institutionnelles des pays dans le domaine des statistiques en vue de remédier aux insuffisances passées. A cet effet, il a invité la Conférence à examiner de façon critique les résultats de l'évaluation de la capacité statistique des Etats membres de la CEA, qui avait été effectuée dans le cadre du projet PNUD/Banque mondiale/CEA : "Collecte de données concernant les programmes de développement et les flux d'aide en Afrique" et de formuler des mesures concrètes visant à résoudre les problèmes qui avaient été déterminés. A cet égard, il a mentionné le projet de plans d'action concernant le développement de la statistique en Afrique durant les années 90, qui était présenté à la Conférence pour examen et adoption.

18. Le Secrétaire exécutif a noté qu'au cours des dernières années les pays africains avaient eu tendance à confier à des organismes internationaux la responsabilité en ce qui concerne des aspects importants des programmes statistiques nationaux tels que la conception, le traitement et l'analyse des enquêtes. Une telle procédure pouvait avoir des effets négatifs sur les plans et priorités des pays et il a lancé un appel aux statisticiens africains pour qu'ils jouent le rôle de chef de file dans la formulation et l'exécution des programmes statistiques nationaux et régionaux tout en veillant, grâce à une coordination appropriée, à ce que les divers programmes statistiques parrainés par les organismes donateurs et destinés à aider les pays africains profitent aux pays au maximum.

19. Le Secrétaire exécutif a ensuite passé en revue les activités entreprises dans le domaine de la population. Il a noté avec préoccupation les effets défavorables des tendances démographiques actuels sur tous les secteurs socio-économiques tels que l'alimentation, l'éducation, la santé, les transports, l'emploi, l'environnement, etc. Il a noté qu'il était important que les Etats membres appliquent le Programme d'action de Kilimandjaro et a rappelé les recommandations énoncées dans le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique et par la Conférence des pays les moins avancés. Il a fait noter que depuis la dernière session de la Conférence commune, un nombre accru de pays avait manifesté un intérêt pour la formulation et l'exécution de politiques cohérentes. Dans certains pays, le manque de données constituait un obstacle et par conséquent l'amélioration de la base de données démographiques devrait être une priorité.

20. Il a lancé un appel aux pays, qui ne l'avaient pas encore fait, pour qu'ils élaborent des politiques en matière de population et s'engagent plus fermement à appliquer les programmes en particulier ceux relatifs à la santé maternelle et infantile ainsi qu'à la planification de la famille. Il a également demandé à la communauté internationale de continuer d'aider les pays africains à exécuter leurs programmes en matière de population. Il a invité la Conférence à faire des propositions concernant les tendances démographiques en vue de la prochaine Conférence internationale sur la population, prévue en 1994.

21. S'agissant des établissements de formation et des instituts de recherche africains, le Secrétaire exécutif a exhorté les Etats membres à les appuyer, étant donné que la restructuration de ces centres rendrait leur fonctionnement moins coûteux.

22. Un autre domaine qui préoccupait la CEA était celui de la gestion de l'information. Les Etats membres avaient en 1980 créé le Système panafricain d'information pour le développement (PADIS) afin de favoriser le renforcement et le développement de leurs infrastructures d'information et de documentation. Le PADIS offrait des services divers aux Etats membres ainsi qu'aux organisations sous-régionales et régionales : services consultatifs, formation, promotion de l'échange d'information et de l'utilisation de normes communes. A ce jour, un bureau central de coordination avait été mis en place à la CEA et 30 Etats membres avaient désigné leur centre national participant. D'importants efforts avaient été faits pour accroître la participation des institutions au réseau du PADIS.

23. Grâce au PNUD, au Centre de recherche pour le développement international du Canada et aux Etats membres, l'exécution du programme du PADIS avait fait des progrès importants en vue de l'amélioration de la collecte, du traitement et de la diffusion de l'information pour le développement en Afrique. Point tout aussi important, l'expérience ainsi acquise présentait des avantages considérables pour l'élaboration et l'exécution du futur programme de travail. Le soutien que les Etats membres apportaient de plus en plus à l'exécution du programme du PADIS témoignait encore une fois de la nécessité de poursuivre et de renforcer les activités du PADIS.

Etude des conditions économiques et sociales en Afrique, 1988-1989 (point 4 de l'ordre du jour)

24. Un représentant du secrétariat a présenté le document E/ECA/PSD.6/2 intitulé "Etude des conditions économiques et sociales en Afrique, 1988-1989". Il a mentionné que le document visait à dresser un tableau récapitulatif des principaux traits des tendances économiques et sociales en 1988-1989 et une prévision pour 1990. Ledit document indiquait l'évolution survenue dans la situation depuis la cinquième session de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains. L'orateur a informé les participants que cette étude n'était ni un résumé de l'Etude des conditions économiques et sociales en Afrique (annuelle) - actuellement publiée en tant que document technique, ni le Rapport économique sur l'Afrique 1990 qui serait présenté à la Conférence des ministres et dont l'élaboration était en cours.

25. En résumant le rapport, le représentant du secrétariat a signalé qu'il y avait eu une amélioration de la situation économique en 1988 et 1989. Le taux de croissance de la production régionale était estimé à 2,4 % en 1988 et 2,9 % en 1989. Le fait que ces taux de croissance étaient inférieurs à ceux de la population indiquait que les revenus par habitant et les modes de consommation perpétuaient une tendance existant depuis le début des années 80. Au nombre des facteurs positifs engendrant cette croissance figuraient le redressement dans l'agriculture et des améliorations dans la situation de certains pays en matière de devises étrangères. Toutefois, des facteurs défavorables comme la détérioration des termes de l'échange, la détérioration de l'infrastructure et de la base de production ainsi que l'aggravation du problème de la dette continuaient à jouer. Il y avait cependant des variations tangibles dans les réalisations au niveau des sous-régions et à celui d'autres groupements.

26. Examinant la situation au niveau sectoriel, le représentant du secrétariat a indiqué que les bonnes réalisations agricoles créaient une meilleure situation générale en matière de disponibilités alimentaires, bien que des quantités substantielles de produits alimentaires à titre d'aide fussent toujours nécessaires, en particulier en Angola, en Ethiopie, au Mozambique, au Soudan et dans certains pays sahéliens de l'Est. Une partie de la croissance était également due au secteur manufacturier et à l'industrie extractive. Il y avait aussi une certaine amélioration de la balance commerciale, le déficit commercial chutant de 11,3 milliards de dollars en 1988 à 9,2 milliards en 1989. Tant les exportations que les importations avaient

progressé, traduisant un accroissement des valeurs unitaires à mesure que les volumes baissaient. Essentiellement en raison des prix du pétrole, l'indice des prix à la consommation s'était accru d'environ 19,7% en 1989. Cependant, le cours des boissons s'était effondré pour toucher un niveau jamais atteint depuis 14 ans. Le montant net de l'aide au développement avait marqué le pas en termes réels et le volume de la dette s'était redressé brutalement. Les obligations au titre du service de la dette étaient actuellement estimées à environ 40 % des exportations de biens et services.

27. Concernant les perspectives économiques de la région pour l'année 1990, le représentant du secrétariat a précisé qu'elles dépendraient pour une bonne partie des conditions climatiques, de l'état d'application et de la poursuite de réformes efficaces ainsi que des événements survenant sur la scène économique internationale. Il a également fait observer que de bonnes conditions météorologiques allaient probablement prévaloir et que l'agriculture pourrait en conséquence progresser à 4 %. Mais si une récession se produisait dans les pays de l'OCDE, qui étaient les principaux partenaires commerciaux de l'Afrique, le PIB régional pourrait ne s'accroître que de 3 % en 1990. Si, en revanche, la situation économique internationale s'améliorait, entraînant l'accroissement de la demande et le paiement de prix intéressants pour les produits africains ainsi que l'atténuation des contraintes en matière de devises, et si des politiques conformes au CARPAS étaient instituées et/ou soutenues, alors le taux de croissance dans la région pourrait atteindre 4,5 %.

28. Au cours des débats qui ont suivi, plusieurs participants ont salué la qualité du rapport et de sa présentation. Toutefois, une délégation a estimé que le titre du rapport devrait être modifié de façon à ne faire état que de la situation économique, étant donné que celle-ci en constituait la question centrale. Plusieurs participants ont estimé que le titre était correct mais ont déploré le fait que le rapport n'a pas tenu compte de la dimension sociale, notamment les tendances démographiques, le chômage, la formation, la répartition du revenu, la pauvreté et le problème des réfugiés.

29. Certains participants ont soulevé des questions précises ou apporté des corrections, tandis que d'autres ont fourni des informations complémentaires et des clarifications. Le représentant de la Zambie a demandé quels étaient les pays qui composaient la sous-région de l'Afrique de l'Est. A cet égard, le représentant du Zimbabwe a estimé plus judicieux de présenter séparément les données sur l'Afrique de l'Est et sur l'Afrique australe. Un participant a relevé une erreur de traduction dans le premier paragraphe de la page 3 du texte français, estimant que la fin de la

quatrième phrase devrait être alignée avec le texte anglais pour éviter l'impression erronée que les pays énumérés appartenaient à la partie orientale du Sahel. Le représentant de l'Ouganda a fait observer qu'en plus des bonnes conditions climatiques, d'autres facteurs contribuaient à la productivité ayant marqué les années 1988 et 1989, notamment la stabilité politique. Il a également déploré le fait que le rapport n'ait pas fait état des aspects financiers et a demandé à l'observateur de la Banque mondiale de donner des informations à ce sujet. Un participant a souligné la nécessité de mettre en exergue le rôle important des politiques de rationalisation des ressources pour faire face à la crise. De même, le représentant du Kenya a demandé que soient incorporées les informations relatives au commerce intra-africain et que des efforts soient faits pour détailler la question dans la version révisée du rapport.

30. Un participant a souligné les défis économiques auxquels était confronté le continent dans ses efforts visant à atteindre une croissance plus forte en 1990, tel qu'il ressortait des premières estimations, et le rôle important que les pays africains étaient appelés à jouer pour faire face à ces défis. Il a fait observer que cette question avait été abordée dans la dernière partie du rapport concernant la nécessité de mettre en oeuvre des politiques de réforme conformément au CARPAS.

31. L'observateur du Programme alimentaire mondial a noté le renversement de certaines des tendances néfastes pour ce qui est des indicateurs macro-économiques. Il a toutefois indiqué que malgré l'amélioration de la situation alimentaire, de graves problèmes de sécurité alimentaire restaient à résoudre. Il a décrit les efforts déployés par son organisation pour fournir une aide d'urgence et une aide au développement, ainsi que pour atténuer l'impact social des programmes d'ajustement structurel.

32. L'observateur de l'URSS a insisté sur l'impact socio-économique néfaste des importantes dépenses militaires des pays africains. Il a proposé que cette question soit ajoutée aux facteurs qui influençaient les perspectives économiques pour 1990.

33. L'observateur du Département de la coopération technique pour le développement du Secrétariat de l'ONU a fait remarquer que le document était plutôt court et que, s'agissant d'un document technique, il aurait dû contenir des renseignements détaillés sur la situation économique et sociale de la région.

34. L'observateur de la Banque mondiale a présenté une étude récente de la Banque intitulée "Sub-Saharan Africa from Crisis to Sustainable Growth: A Long Term

Perspective Study" (de la crise à la croissance durable : perspectives à long terme pour l'Afrique subsaharienne). Ce document présentait des stratégies à long terme visant à assurer des changements structurels dans les pays au Sud du Sahara et à rendre leurs économies plus concurrentielles. En outre, le document avait tiré parti de plusieurs conférences consacrées à la crise économique de l'Afrique. Répondant à la question relative à l'aspect financier dans les pays africains, il a appelé l'attention sur le programme de la Banque relatif à la dimension sociale de l'ajustement, qui consiste à suivre les indicateurs macro-économiques, à analyser la cause des maux économiques et à évaluer les effets du remède, à partir du dialogue établi entre la Banque et les différents pays.

35. Le représentant du secrétariat a remercié les participants de leurs observations et des questions qu'ils avaient soulevées. Abordant les différents problèmes séparément, il a indiqué que l'objectif du rapport était de présenter les grands traits de la situation économique et sociale en 1988-1989 et que, de ce fait, il était concis. Bien entendu, les données relatives à 1989 n'étaient pas définitives, l'année venant de se terminer. Les propositions relatives à l'extension du rapport à la situation sociale étaient les bienvenues et le Rapport économique sur l'Afrique, 1990, qui serait présenté à la Conférence des ministres dans quelques mois, ne manquerait pas de contenir, selon la règle, une analyse approfondie de la situation économique ainsi que des annexes statistiques à ce sujet. Des renseignements plus détaillés seraient incorporés dans l'Etude des conditions économiques et sociales en Afrique, 1988-1989, qui était en préparation. Le texte révisé du rapport refléterait les amendements apportés et contiendrait davantage de détails selon les suggestions formulées, en particulier en ce qui concerne les facteurs de croissance, l'affectation des ressources, la gestion et les échanges commerciaux. S'agissant de l'intervention de l'observateur de la Banque mondiale, il a formulé l'espoir que le document relatif à l'Afrique subsaharienne refléterait une refonte de l'ajustement structurel conforme aux objectifs, aux priorités et aux réalités de l'Afrique, lesquels étaient traduits dans le CARPAS.

Rapport intérimaire sur le suivi du CARPAS (point 5 a) de l'ordre du jour)

36. Le fonctionnaire du secrétariat a présenté le document E/ECA/PSD.6/3 intitulé "Rapport intérimaire sur le suivi du CARPAS". Il a noté que malgré le laps de temps écoulé depuis l'adoption du CARPAS, beaucoup d'actions de suivi avaient été entreprises conformément aux demandes précises de la Conférence des ministres de la

CEA (résolution 676 (XXIV) sur le Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel en vue du redressement et de la transformation socio-économiques (CARPAS).

37. Le représentant du secrétariat a rappelé les différents instances et ateliers au cours desquels le CARPAS avait été examiné et les conclusions auxquelles cet examen avait abouti. Il a cité entre autres i) le Sommet de l'OUA des chefs d'Etat et de gouvernement africains; ii) la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays non alignés; iii) l'Assemblée ministérielle commune ACP-CEE; iv) le Conseil économique et social; v) l'Assemblée générale des Nations Unies; vi) le Groupe de travail des gouverneurs africains du FMI et de la Banque mondiale et le Comité de développement de la Banque mondiale et du FMI; vii) le Symposium tripartite organisé par l'OIT sur l'ajustement structurel et l'emploi en Afrique; viii) la Conférence d'Abuja sur l'intégration de la femme au développement et ix) les séminaires de l'Institut de Vienne pour la coopération dans le développement en Autriche et de l'Université Carlton au Canada.

38. Concernant les consultations avec les institutions financières et de développement, les bailleurs de fonds et les ONG, le représentant de la CEA a informé la réunion que des consultations avaient été menées aux niveaux technique et de gestion les plus élevés tant avec la Banque mondiale qu'avec le FMI. Ces consultations avaient permis de définir certains domaines d'accord sur le CARPAS et d'aplanir les divergences. D'autres consultations avaient en outre été menées avec des pays donateurs et des ONG.

39. S'agissant de la mise en pratique du CARPAS, le représentant de la CEA a souligné que le secrétariat avait entrepris de réaliser des études approfondies de certains instruments de politique proposés dans le CARPAS. Celles-ci portaient sur les subventions à la production, les taux de change multiples et la politique des taux d'intérêt différentiels. Le secrétariat avait en outre élaboré divers modèles-types que les pays africains pouvaient adapter pour analyser les politiques du CARPAS. Finalement le fonctionnaire de la CEA a noté que diverses actions étaient en cours afin de faire en sorte que le CARPAS soit opérationnel aux niveaux des pays et des sous-régions. Un projet relatif à la constitution d'une équipe consultative sur le CARPAS était envisagé afin de pouvoir présenter des avis aux divers pays sur la mise en pratique du CARPAS. Des séminaires étaient également prévus au niveau sous-régional pour les sous-régions de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale.

40. La réunion a pris note du rapport intérimaire. Il a été proposé que la réunion demande officiellement au Secrétaire exécutif de la CEA d'encourager toutes les sous-régions d'Afrique à organiser des séminaires sur les moyens de rendre le CARPAS opérationnel.

Stratégies pour la mise en oeuvre et le suivi du CARPAS : quelques réflexions préliminaires (point 5 b) de l'ordre du jour)

41. Un représentant du secrétariat a présenté le document E/ECA/PSD.6/4 intitulé "Stratégies pour la mise en oeuvre et le suivi du CARPAS aux niveaux national et régional : quelques réflexions préliminaires". Il a informé la Conférence que ce court document visait à donner une idée préliminaire qui susciterait la discussion sur les stratégies éventuelles en vue de mettre en oeuvre et de suivre le CARPAS aux niveaux national, sous-régional et régional.

42. Il a souligné que, par suite de la récession mondiale et des crises économiques survenues depuis le début de la décennie, plusieurs pays en développement en général, et les pays africains en particulier, s'étaient lancés dans la mobilisation de ressources sans l'encouragement ni le soutien de la Banque mondiale. Malheureusement, en dépit de toutes ces tentatives de réformes et des sacrifices correspondants que les populations africaines avaient dû consentir, les conditions sociales et économiques dans la plupart des pays du continent n'avaient cessé de se détériorer au lieu de s'améliorer. Il était plus clair à présent que la compréhension insuffisante du processus de développement et de croissance économiques, les pénuries de ressources humaines et matérielles ainsi que les faiblesses d'un certain nombre d'institutions chargées du développement constituaient certaines des contraintes qui avaient miné les efforts déployés par les pays africains pour transformer leurs économies et les mettre sur la voie du développement et de la croissance autonomes. Et il était clair que l'approche des questions de développement par une gestion ponctuelle de la crise et l'absence de politiques et de stratégies bien définies conçues essentiellement du point de vue national avaient contribué à limiter la vision des responsables africains concernant l'incidence que les différentes politiques économiques nationales avaient sur les diverses économies.

43. L'orateur a souligné le fait que les thèses fondamentales du CARPAS étaient :

- 1) qu'un programme ou plan ne pouvait réussir à inverser la détérioration des

économies africaines que s'il était conçu et appliqué à partir d'une optique locale; 2) qu'on ne pouvait faire face à la diversité de situations en Afrique en appliquant une formule standard à tous les pays; 3) que les crises que traversait l'Afrique devaient être appréhendées avant tout comme des crises de nature humaine, et pas seulement en termes de déséquilibre macro-économique; et 4) que les préoccupations en matière de développement, telles que la réduction de la pauvreté, l'amélioration de la situation en matière de santé, de nutrition, d'enseignement et de productivité, ne pouvaient être mises en veilleuse pendant que les ressources étaient consacrées à la nécessité de corriger les déséquilibres économiques. Aussi, les instruments de politique et mesures du CARPAS étaient-ils centrés sur l'accroissement de la production en vue de la satisfaction des besoins fondamentaux parce que les principaux problèmes de l'économie africaine tiraient leur origine de la faiblesse de la production et de la productivité et non de la demande. De ce fait, l'application des propositions du CARPAS nécessiterait une réorientation du cadre institutionnel en vue d'une plus grande efficacité, d'une plus grande responsabilisation des agents gouvernementaux et d'une pleine participation des populations à la prise de décisions et à l'exécution des programmes.

44. Le représentant du secrétariat a proposé deux méthodes pour concilier les exigences à court terme avec les objectifs de développement à long terme : i) le système de planification basé sur les secteurs clés porteurs (noyau dur de l'économie), c'est-à-dire consistant à choisir des secteurs ou des domaines clés propres à favoriser le développement du pays et à accroître la productivité à court et à long terme; ii) le système de planification multinationale continue consistant en un cadre macro-économique liant la croissance du revenu national, de l'épargne, de l'investissement et de la balance des paiements aux dépenses et recettes publiques, selon différentes hypothèses. Ainsi, le CARPAS pouvait être rendu opérationnel par des études approfondies, des programmes de formation, des services consultatifs et une participation du secteur non structuré au processus de développement.

45. S'agissant des mécanismes du CARPAS, le représentant du secrétariat a indiqué que chaque pays devrait mettre au point des indicateurs socio-économiques appropriés pour évaluer les principaux objectifs, politiques et buts du CARPAS. Les plus importants de ces indicateurs portaient sur les domaines suivants : sécurité alimentaire, économie et finances, satisfaction des besoins fondamentaux, autosuffisance collective des pays africains, participation populaire au développement, protection de l'environnement et indépendance économique et

financière. La matrice de comptabilité sociale était l'outil permettant de faire ressortir, pour ce qui est de l'exécution de politiques, les activités au titre des différents indicateurs socio-économiques. Il convenait donc d'entreprendre une étude économique annuelle et de prévoir les résultats des indicateurs socio-économiques choisis afin d'établir tous les ans si les objectifs des programmes avaient été atteints ou non.

46. Au cours des débats qui ont suivi, les participants ont félicité le secrétariat de la CEA pour la qualité du document. Des questions de fond ont été soulevées à propos du document et des propositions ont été faites en vue de l'améliorer et de l'enrichir.

47. Un accent particulier a été mis sur la nécessité de faire de l'ajustement un processus continu de planification du développement. Des informations de base et des stratégies étaient nécessaires à l'exécution et au suivi du CARPAS. En particulier, les systèmes monétaires et financiers devaient être adaptés à la situation du pays et intégrés, notamment en ce qui concerne les zones rurales. Les pays africains devaient s'efforcer d'harmoniser leurs plans de développement au niveau sous-régional afin de tenir compte des complémentarités de la production et de la consommation.

48. Un participant a soulevé la question de la mobilisation des ressources en cette période de crise des produits de base qui pourrait remettre en cause l'équilibre entre les réformes économiques à court terme et le développement économique à long terme. Une question a été soulevée concernant la modélisation du développement de l'Afrique, notamment les mesures prévues par la CEA en vue d'organiser un séminaire sous-régional ou régional sur la modélisation. La compatibilité entre les systèmes de comptabilité nationale et la matrice de comptabilité sociale a été également évoquée.

49. Le représentant de la Banque mondiale a souligné la nécessité de coopérer avec la CEA dans l'exécution de programmes d'ajustement fondés sur la croissance et axés sur la mise en valeur des ressources humaines. Il a insisté sur le fait que la Banque mondiale se proposait d'élaborer des programmes d'ajustement tenant compte des aspects liés à la croissance. Des programmes relatifs aux dimensions sociales de l'ajustement étaient en cours d'exécution dans 29 pays africains. L'étude prospective à long terme reprenait les mêmes préoccupations pour ce qui est des indicateurs d'exécution et de suivi dans le cadre de la matrice de comptabilité sociale.

50. Un représentant du secrétariat a félicité les participants pour la qualité de leurs propositions visant à améliorer le document. Il a ensuite répondu aux questions soulevées par plusieurs participants et conclu que ces observations aideraient la CEA dans sa recherche de moyens permettant l'exécution et le suivi du CARPAS aux niveaux national, sous-régional et régional.

Assistance technique dans les domaines de la planification, des statistiques, de la démographie et des sciences de l'information (point 6 de l'ordre du jour)

51. Pour l'examen de ce point, la Conférence commune était saisie de deux documents: "Assistance technique fournie par la CEA dans les domaines de la planification, des statistiques, de la démographie et des sciences de l'information" (E/ECA/PSD.6/5) et "Coopération technique de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la planification du développement, des statistiques et de la population en Afrique, 1988-1989" (E/ECA/PSD.6/6). Ce dernier document avait été rédigé par le Département de la coopération technique pour le développement de l'Organisation des Nations Unies (DCTD) et il a été présenté par le Chef du service chargé de la coordination de l'assistance technique au Bureau de statistique du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, au nom du DCTD et à la demande du secrétariat de la CEA.

52. Le représentant du DCTD a, au nom du Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales internationales, M. Rafeudin Ahmed, et en celui du Secrétaire général adjoint à la coopération technique pour le développement, M. Xie Qimei, exprimé sa conviction que la Conférence commune pourrait continuer comme à l'accoutumée à guider et à apporter un soutien efficace dans le cadre des stratégies africaines de planification et du développement et il a souhaité aux participants plein succès dans leurs travaux. Concernant le Directeur du Bureau de statistique de l'ONU, M. William Seltzer, le représentant du DCTD a informé les participants qu'il regrettait beaucoup de ne pouvoir participer personnellement à la session en cours tout comme il avait participé aux sessions précédentes.

53. En décrivant les activités du Bureau de statistique, il a déclaré que ce Bureau était totalement tributaire des bureaux nationaux de statistique pour ce qui était de la fourniture des statistiques qu'il établissait et diffusait. Certes, les travaux du Bureau concernant les méthodes et les classifications étaient effectués en partie pour

promouvoir la comparabilité internationale des statistiques, mais un autre objectif important était visé : fournir aux bureaux nationaux le matériel technique et les instruments dont ils avaient besoin pour mener à bien leurs propres activités nationales. Ce second aspect des travaux méthodologiques avait pris de l'importance à mesure que l'Organisation des Nations Unies se développait. De plus en plus de pays africains se tournaient vers le Bureau de statistique de l'ONU ainsi que vers les services statistiques de la CEA pour obtenir le matériel technique approprié afin de pouvoir satisfaire leurs besoins statistiques nationaux pressants. Cet aspect des travaux méthodologiques était également étroitement lié aux travaux concernant la coopération technique que le Bureau effectuait pour le compte du DCTD.

54. En faisant brièvement allusion à la diversité des travaux entrepris par le Bureau de statistique, l'orateur a résumé les domaines d'activité dans lesquels des progrès importants avaient été accomplis depuis la dernière session de la Conférence commune. Il s'agissait notamment de la comptabilité nationale, des statistiques industrielles, des statistiques du commerce, des statistiques de l'environnement et des statistiques démographiques. Il a ensuite fait savoir aux participants que selon les chiffres provisoires donnés pour la fin de 1989, le budget total pour frais généraux du DCTD pour 1989 s'établissait à 210 millions de dollars des Etats-Unis dont 88 pour l'Afrique. Le budget pour les projets de coopération technique dans le domaine des statistiques en Afrique s'élevait à 14 millions en 1989 contre 11 en 1988. Toutefois, seuls 8,8 millions de dollars avaient été fournis en 1989 contre 9,3 millions en 1988. La baisse du taux d'exécution, descendu de 85 à 63 %, devrait être un sujet de préoccupation et il fallait en trouver les raisons. Il y avait eu, au cours des derniers mois de 1989, un nombre considérable de nouveaux projets approuvés dont l'exécution n'avait pas encore démarré. En outre, les chiffres donnés pour 1989 étaient provisoires et le taux d'exécution serait élevé une fois que les chiffres définitifs seraient disponibles.

55. En concluant son exposé, le représentant du DCTD s'est déclaré convaincu que les représentants allieraient dans leurs débats l'expérience pratique, le sens de la continuité et l'esprit d'innovation. Lors de l'examen du point touchant directement aux programmes de coopération technique en matière de statistique, il faudrait prendre en considération les nombreuses questions d'ordre pratique, technique, organisationnel qui se posaient en matière d'exécution du programme de coopération technique.

56. Un représentant du secrétariat a ensuite présenté le document de ce dernier. Il a été indiqué que l'assistance technique fournie par la CEA dans les domaines de la planification, des statistiques, de la démographie et des sciences de l'information au cours de la période considérée était toujours centrée sur la mise au point de moyens matériels dans ces domaines. Le programme d'assistance technique avait contribué à rendre opérationnels le Plan d'action de Lagos et ses volets, le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique 1986-1990 et le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique 1986-1990 ainsi que le Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel en vue du redressement et de la transformation socio-économiques (CARPAS).

57. Le représentant du secrétariat a en outre indiqué que les activités opérationnelles appropriées étaient financées essentiellement par le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) dont les contributions se montaient à 6,8 millions et 5,7 millions de dollars respectivement pour l'exercice biennal 1988-1989. Toutefois, des contributions avaient été également apportées par d'autres organismes donateurs comme les Gouvernements canadien et soviétique, le Centre de recherche pour le développement international (CRDI), la Fondation Ford, l'Agency for International Development des Etats-Unis, la Banque mondiale et le Secrétariat du Commonwealth. De surcroît, un certain nombre d'activités pertinentes étaient financées sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies et au moyen du programme ordinaire de coopération technique.

58. La Conférence a noté que, de par sa nature, l'assistance couvrait toute une gamme d'activités. Au nombre de ces dernières figuraient les suivantes : services consultatifs, participation à des tables rondes nationales, formation et mise en valeur des ressources humaines grâce aux établissements de formation appropriés d'Afrique, sous forme de stages de formation régionaux et nationaux et de formation en cours d'emploi du personnel local; développement des bases de données et échange d'informations.

59. Le représentant de l'Institut international de la statistique a indiqué que cette association scientifique avait au cours des dix dernières années contribué de façon notable au développement de la statistique dans les pays en développement, notamment en étant l'unique organisateur de l'Enquête mondiale sur la fécondité

(EMF). A la suite de cette Enquête, le centre de recherche de l'Institut avait pris l'initiative d'incorporer les données de l'EMF dans une base de données dynamique et, si possible, d'enrichir ces données. Cette base de données était à la disposition des chercheurs du monde entier qui pourraient en tirer une meilleure connaissance de la fécondité et des variables connexes. Elle constituait également un outil de formation de démographes et d'autres spécialistes aux techniques de l'analyse des données. C'est pour cette raison que deux séminaires avaient été organisés, le premier à Accra en novembre 1988 à l'intention des pays anglophones et le second à Yaoundé en octobre 1989 pour les pays francophones. Ces deux séminaires avaient été financés par le FNUAP. Les autres activités de l'Institut intéressant la région concernaient la production d'une série de cassettes vidéo pour la formation de statisticiens en collaboration avec le CRDI (Canada) et l'étude relative à la publication d'un bulletin périodique d'information sur le thème "Statistique et développement".

60. Le représentant de la France a insisté sur la priorité que son pays souhaitait donner au soutien des administrations économiques et financières en général, et, en particulier, à la planification, à la statistique et à la démographie, dans le cadre du renforcement des capacités de gestion économique des pays africains. Cette assistance était fournie dans le cadre d'accords bilatéraux à travers le Ministère de la coopération et du développement et le Ministère des relations extérieures, et, dans le cadre multilatéral, à travers les contributions de la France aux organisations internationales. La France avait mis au point, avec ses partenaires africains, une approche intégrée concernant les projets de coopération : détermination des objectifs, durée du projet, mandat des experts et logistique. Ces projets avaient pour composantes une assistance technique permanente (une centaine d'experts), des missions d'experts, un appui logistique, des subventions du Fonds d'aide et de coopération (FAC), des bourses de formation, etc. Dans les domaines de la statistique et de la démographie, cette assistance était fournie à travers des organismes spécialisés tels que l'INSEE, le CEPED et l'ORSTOM. Les séminaires de formation étaient également financés par la France, seule ou en collaboration avec la CEE. Enfin, la France contribuait, à travers la fourniture de personnel enseignant, aux activités des centres et des instituts de statistique des pays africains francophones. Pour conclure, le représentant de la France a déclaré que son pays considérait la planification, la statistique et la démographie comme d'importants outils de gestion de l'économie, en particulier pour l'exécution de programmes d'ajustement structurel. A cet égard, la coopération dans les domaines de la planification, de la statistique et de la démographie serait maintenue et renforcée au cours des années à venir.

61. Le représentant de la BAD a informé la Conférence des services d'assistance technique que son organisme pouvait offrir à ses Etats membres africains dans le domaine du développement de la planification et de la statistique. Afin d'aider les Etats membres africains à faire face à leurs besoins accrus en ressources nés de la crise économique des années 80, le Groupe de la BAD avait diversifié de façon considérable ses moyens d'intervention en y ajoutant des programmes d'ajustement structurel et sectoriel et en multipliant ses activités d'assistance technique. Outre la fourniture habituelle d'expertise et de ressources pour les études nécessaires à l'élaboration de projets, l'assistance technique comportait à présent un appui aux réformes institutionnelles des services administratifs et financiers des Etats membres sous la forme de prêts et/ou de dons à des conditions favorables, et ce, à partir des ressources du Fonds africain de développement (FAD). La fourniture de ressources à des conditions de faveur pour ces programmes d'assistance technique dépendait des particularités socio-économiques des Etats membres, qui étaient classés en trois grandes catégories à l'aide de critères bien définis. Pour introduire une requête d'assistance technique, il fallait soumettre des projets ou des programmes de réforme institutionnelle selon les procédures en vigueur à la BAD concernant les prêts et les subventions. Le représentant de la BAD a également rappelé que son organisme participait au financement du projet relatif aux dimensions sociales de l'ajustement, qui comportait un important volet statistique.

62. Le représentant du Royaume-Uni a indiqué que le programme d'aide de son pays était administré par l'Overseas Development Administration (ODA). L'aide bilatérale était destinée à appuyer le développement économique et social et à favoriser la mise en place de capacités et d'institutions nationales. Cette assistance revêtait diverses formes, notamment la fourniture de conseillers et de consultants pour des périodes à long et court terme, le versement de compléments de salaire au personnel britannique employé sur la base de contrats publics, des bourses de stage et la fourniture de petites quantités de matériel généralement pour soutenir ces autres formes d'aide. Des efforts étaient faits pour coordonner l'aide de l'ODA avec celle de l'ONU et d'autres organismes aux niveaux tant régional que national. Le British Council assurait le volet formation de l'aide bilatérale pour le compte de l'ODA. Des bourses de formation étaient disponibles essentiellement pour de hautes études supérieures dans des établissements britanniques. Il existait aussi des cours de courte durée généralement pendant l'été et les programmes pouvaient être conçus en fonction des besoins individuels. Des bourses étaient également disponibles pour une formation

dans un pays tiers, par exemple dans les centres PFSA. Plusieurs pays africains avaient bénéficié d'une aide dans le domaine de la planification économique et sectorielle. En outre, une aide était apportée dans les domaines ayant une incidence sur les processus de planification et de formulation de politiques, notamment les réformes de la fonction publique, la formation et la mise au point de régimes fiscaux et budgétaires. De plus en plus, les différents éléments de l'assistance statistique aux divers pays sont fusionnés dans des projets coordonnés afin que l'appui soit plus efficace. Au cours des dernières années, les projets en Afrique ont mis l'accent, bien que non exclusivement, sur les statistiques économiques compte tenu de la nécessité mentionnée par les représentants de restructurer ces secteurs. Le soutien de l'ODA aux activités en matière de population en Afrique mettait l'accent sur la planification familiale, l'information et l'éducation. Une assistance sous d'autres formes était fournie pour les recensements, la collecte, le traitement et l'analyse des données démographiques. Une assistance était fournie pour le développement de la technologie de l'information dans un certain nombre de pays.

63. Le représentant de l'OIT a indiqué que son organisation intervenait dans de nombreux domaines d'assistance technique en Afrique et il a identifié à cet égard les quatre domaines suivants :

a) Services consultatifs techniques régionaux - Il y a deux conseillers régionaux en statistique. Comme déjà mentionné l'un est affecté au Programme africain de mise en place de dispositifs d'enquête sur les ménages (PADEM) au sein de la CEA et l'autre conseiller travaillant à Dakar est responsable des statistiques du travail (autres que les enquêtes sur les ménages). En outre, l'OIT compte deux équipes régionales (PECTA et SATEP) qui fournissent une assistance aux gouvernements dans le domaine de la planification de la main-d'oeuvre, l'économie du travail et d'autres domaines appropriés;

b) Séminaires et ateliers - L'OIT fournit une assistance pour les séminaires et ateliers nationaux et régionaux, quand c'est nécessaire. Les exemples récents sont l'atelier sur la mesure de la population économiquement active dans les recensements de population (Addis-Abeba, décembre 1989) et le symposium tripartite sur l'ajustement structurel et l'emploi en Afrique (Nairobi, octobre 1989);

c) Projets nationaux - L'OIT a élaboré un manuel sur les enquêtes sur les ménages de la population économiquement active et a fourni une assistance au Bureau

de statistique avec le guide technique concernant les enquêtes sur les revenus et les dépenses des ménages et va publier un manuel sur le classement des professions.

64. Les gouvernements ont été invités à entrer en rapport avec l'OIT s'ils ont besoin d'une assistance ou de conseils dans l'un quelconque de ces domaines.

65. Le Centre international de programmes statistiques du bureau de recensement des Etats-Unis fournit une assistance technique à d'autres pays en ce qui concerne les méthodes pratiques de collecte, de traitement et d'analyse des données nécessaires pour le développement social et économique. La plus grande partie de cette assistance est fournie par l'Agency for International Development des Etats-Unis (USAID). Cependant, l'Organisation des Nations Unies, la Banque mondiale et les divers gouvernements ont utilisé ces services. L'assistance technique comprend : i) formation à long terme de statisticiens et d'informaticiens à Washington D.C. en anglais ou en espagnol; ii) ateliers nationaux et régionaux dans les pays hôtes (en anglais, français ou espagnol) à l'intention du personnel d'encadrement ou du personnel technique. Les sujets traités couvrent les statistiques concernant la population, les méthodes d'enquête, la cartographie, les statistiques économiques, les études d'évaluation, les méthodes statistiques et le traitement des données; iii) l'assistance pour une courte période, fournie par des statisticiens mathématiciens, des statisticiens d'enquête et des spécialistes du traitement des données en vue de renforcer et d'appuyer les institutions du pays hôte participant à la collecte des données et aux activités de traitement. Ceci est réalisé grâce à une collaboration étroite avec le personnel de contrepartie soit dans le pays soit à Washington. Le personnel parle français, espagnol et portugais. Une assistance est fournie pour les enquêtes nationales sur l'agriculture, la santé et la nutrition, les recensements de population et de logement et les enquêtes démographiques. L'ISPC a également mis au point des logiciels pour les micro-ordinateurs en vue de permettre d'effectuer les tâches principales pour le traitement des données d'enquêtes et de recensements. Ce système est élaboré à partir d'ensemble de programmes qui effectuent la saisie des données, la mise en tableau pour vérification, l'analyse statistique et démographique et le contrôle des opérations.

66. Le représentant de la FAO a indiqué que dans le domaine de l'assistance technique, la FAO intervient tout particulièrement dans l'élaboration des statistiques agricoles essentiellement en fournissant une assistance aux pays pour l'exécution de projets liés aux systèmes de collecte et d'analyse des statistiques agricoles. La FAO

fournit en outre une assistance en outre pour la mise en place de systèmes d'aleste rapide et de prévision des récoltes. Elle fournit aussi une assistance technique pour la réalisation du recensement agricole mondial qui est effectué tous les dix ans. Il conviendrait aussi de rappeler l'existence de deux statisticiens régionaux de la FAO travaillant l'un à Accra au Bureau régional de la FAO et l'autre à Addis-Abeba à la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture. Ces deux statisticiens sont en mesure de fournir l'assistance technique nécessaire dans le domaine des statistiques agricoles.

67. En terminant leur examen de ce point de l'ordre du jour les participants ont exprimé leur gratitude au Département de la coopération technique pour le développement (ONU), à la CEA et à tous les organismes et institutions donateurs qui ont apporté des contributions inestimables pour le développement de la planification, des statistiques, de la démographie et des sciences de l'information dans la région africaine. Ils ont espéré qu'une telle assistance se poursuivrait et serait intensifiée.

68. Certains participants ont estimé qu'il était nécessaire d'assurer la bonne coordination des activités d'assistance technique dans la région afin d'éviter les chevauchements.

REPRISE DE LA REUNION PLENIERE

Questions diverses (point 31 de l'ordre du jour)

69. Le président de l'Association africaine des statisticiens (AFSA) a fait aux participants l'historique de l'Association dont il a décrit ses activités, celle-ci avait été créée en 1984 sous les auspices de la Conférence commune et de la Conférence des ministres de la CEA. Il a indiqué que l'Association comprenait 500 membres, parmi lesquels des statisticiens africains et d'autres professionnels dans des domaines connexes s'intéressant au développement de la statistique sur le continent. Il a dit aux participants que l'AFSA, était un maillon entre les associations statistiques nationales et locales.

70. Concernant les activités de l'Association, l'intervenant a informé la réunion que trois bulletins d'information avaient été publiés et qu'un journal scientifique allait bientôt être créé. Il a également évoqué la première réunion scientifique de l'Association qui avait été organisée à Abuja (Nigéria) en 1989 et qui avait rassemblé

des statisticiens de tout le continent: il a indiqué que la deuxième réunion de l'Association était prévue au Maroc en 1991 ou en 1992.

71. Les participants ont apprécié l'initiative prise par le secrétariat de faire participer les intellectuels, professeurs d'université et économistes africains à la sixième session de la Conférence commune afin qu'ils procèdent à des échanges de vue avec les planificateurs et les autres spécialistes. Un appel a été lancé afin que les intellectuels africains soient associés aux futures réunions de la Conférence commune.

Examen de l'ordre du jour provisoire de la septième session de la Conférence commune
(point 32 de l'ordre du jour)

72. Le secrétariat a présenté un document intitulé "Points suggérés pour la septième session de la Conférence commune". Au cours de la discussion, la nécessité d'inscrire à l'ordre du jour de l'assemblée plénière des points sur les femmes, les réfugiés et l'aide alimentaire a été soulignée. Des ajouts ont été également faits et des corrections apportées à l'ordre du jour proposé pour les travaux des sous-comités. Tel qu'amendé, l'ordre du jour provisoire suivant a été adopté.

POINTS PROPOSES POUR L'ORDRE DU JOUR DE LA
SEPTIEME SESSION DE LA CONFERENCE COMMUNE

SEANCE PLENIERE

1. Allocution d'ouverture.
2. Election du bureau.
3. Adoption de l'ordre du jour.
4. Besoins dans le domaine statistique pour le suivi et l'évaluation des réformes à court terme et des programmes de développement à long terme.
5. Utilisation de la technologie de l'information dans la région africaine.
6. Assistance technique de la CEA dans le domaine de la planification, des statistiques, de la démographie et des sciences de l'information.

7. Etude des conditions économiques et sociales en Afrique, 1990-1991 :
 - i) Le rôle des femmes dans le processus de redressement;
 - ii) La situation des réfugiés et son incidence sur le développement socio-économique;
 - iii) Le rôle de l'aide alimentaire comme source d'investissement dans les plans socio-économiques.
8. Rapport intérimaire sur le suivi du CARPAS.
9. Rapport sur les activités de suivi concernant l'élaboration d'un modèle macro-économique du CARPAS.
10. Evaluation de l'expérience des pays dans l'application des recommandations du Programme d'action de Kilimandjaro (PAK).

COMITE DE LA PLANIFICATION

11. Election du bureau.
12. Intégration du secteur non structuré dans le processus global de développement.
13. Etude de la gestion et de la planification au niveau macro-économique.
14. Rapport sur les progrès accomplis dans l'application de systèmes de prévision à court terme dans certains pays africains.
15. Etudes sur les instruments de politique du CARPAS dans la détermination de taux de change appropriés dans les pays africains.
16. Rapport de l'Institut africain de développement économique et de planification.

17. Rapport sur les activités de planification de la CEA (1990-1991), examen du programme de travail approuvé (1992-1993) et examen du projet de programme de travail (1994-1995).
18. Adoption du rapport.

COMITE DE LA STATISTIQUE

19. Election du bureau.
20. Plan d'action pour le développement de la statistique dans les pays africains au cours des années 90 : progrès et problèmes relatifs à son application.
21. Adoption dans les pays africains des classifications des produits de base du commerce international.
22. Priorités en matière de statistiques de l'énergie en Afrique (avec un accent particulier sur les statistiques relatives aux sources d'énergie nouvelles et renouvelables).
23. Progrès accomplis dans la révision du système de comptabilité nationale de l'ONU.
24. Intégration des statistiques économiques et sociales et des statistiques de l'environnement : sources et méthodes.
25. Rapport sur l'exécution du programme de travail par la Division de la statistique (1990-1991); examen du programme de travail approuvé (1992-1993) et examen du projet de programme de travail (1994-1995).
26. Adoption du rapport.

COMITE DE LA DEMOGRAPHIE

27. Election du bureau.

28. Etude des corrélations entre la mortalité infantile/juvénile et les taux de fécondité : leurs incidences sur les politiques des Etats membres.
 29. Etude sur l'évaluation des politiques d'immigration urbaine dans certains Etats membres de la CEA.
 30. Rapport sur les instituts régionaux de formation et de recherche de la CEA.
 31. Identification des obstacles et problèmes et des solutions proposées pour un développement autonome et la mise en place de services nationaux d'information viables sur la population dans les Etats membres de la CEA.
 32. Mise à jour des connaissances sur la taille et la dynamique de la population africaine – traits marquants des séries de recensements des années 80 et des années 90 dans les Etats membres de la CEA.
 33. Rapport sur l'exécution du programme de travail par la Division de la population (1990-1991), examen du programme de travail approuvé (1992-1993) et examen du projet de programme de travail (1994-1995).
 34. Adoption du rapport.
- COMITE DES SCIENCES DE L'INFORMATION**
35. Election du bureau.
 36. Rapport sur l'état d'avancement du réseau PADIS.
 37. Rapport sur l'exécution du programme de travail par le PADIS (1990-1991), examen du programme de travail approuvé (1992-1993) et examen du projet de programme de travail (1994-1995).
 38. Ressources des centres/services nationaux d'information en Afrique.
 39. Adoption du rapport.

REPRISE DE LA SEANCE PLENIERE

40. Questions diverses.

41. Examen du projet d'ordre du jour provisoire de la huitième session de la Conférence commune.

42. Examen des travaux des comités et résumé des principales conclusions.

43. Rapport du colloque des économistes africains sur le CARPAS.

44. Adoption du rapport de la Conférence commune à l'intention de la Conférence des ministres de la CEA.

Examen des travaux des comités et résumé des principales conclusions (point 33 de l'ordre du jour)

62. Au titre de ce point, les présidents des quatre comités ont fait de brefs comptes rendus sur le contenu et les résultats des travaux desdits comités. Un certain nombre de résolutions ont été également adoptées à l'intention de la Conférence des ministres de la CEA. Elles figurent en annexe au présent rapport.

Rapport du colloque des économistes africains sur le cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel (CARPAS) (point 34 de l'ordre du jour)

74. Ce rapport a été présenté au titre du point 33.

Projet de résolution concernant l'amélioration des flux
d'information dans la région africaine

La Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes
africains.

Rappelant la résolution 498 (XIX) de la Conférence des ministres de la CEA responsables du développement économique et de la planification en date du 26 mai 1984 relative au Système panafricain d'information pour le développement,

Rappelant en outre la résolution 600 (XXII) de la Conférence des ministres de la CEA en date du 24 avril 1987 sur le développement des systèmes d'information en Afrique,

Ayant à l'esprit la résolution 658 (XXIV) de la Conférence des ministres de la CEA en date du 7 avril 1989 sur le renforcement des systèmes d'information pour le développement en Afrique,

Notant avec satisfaction les résultats obtenus par le PADIS en matière de fourniture d'assistance technique aux Etats membres depuis la dernière session de la Conférence commune,

Appréciant les efforts déployés par le PADIS pour mettre en place un système d'information visant à aider les Etats membres africains dans leur développement,

Notant avec préoccupation la situation précaire de l'ensemble des fonds du PADIS au titre de l'assistance technique qu'il est prévu de suspendre le 31 décembre 1990,

Reconnaissant la nécessité d'une formation adéquate dans la région à la technologie actuelle en matière d'information.

S'inquiétant du petit nombre d'ordinateurs de bureau modernes à la CEA, qui vont être utilisés pour fournir des services aux Etats membres africains,

1. Félicite les Etats membres qui ont désigné récemment ou qui vont désigner des centres participants nationaux au réseau du PADIS;
2. Rappelle aux centres participants leur responsabilité à l'égard du réseau et notamment celle qui consiste à fournir l'information;
3. Prie instamment les gouvernements qui vont abriter des centres sous-régionaux d'accélérer le processus débouchant sur leur création;
4. Insiste vivement auprès du PNUD pour qu'il fasse en sorte que le PADIS continue ses activités d'assistance technique en faveur des Etats membres, en augmentant les fonds alloués au projet RAF/86/053 afin de permettre le maintien du personnel professionnel et administratif jusqu'à la fin du quatrième cycle de programmation et pendant toute la durée du cinquième cycle;
5. Prie instamment les Etats membres africains de penser au PADIS dans les annonces de contributions au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique;
6. Lance un appel aux donateurs bilatéraux et multilatéraux pour qu'ils envisagent de fournir un soutien au PADIS;
7. Demande au Secrétaire exécutif d'étudier d'autres moyens permettant d'obtenir des postes du budget ordinaire pour le PADIS;
8. Prie instamment le Siège de l'Organisation des Nations Unies de fournir au secrétariat de la CEA le matériel informatique de bureau nécessaire pour qu'il puisse fonctionner de façon optimale et bien servir ses Etats membres.

PROJET DE RESOLUTION

AVENIR DES INSTITUTS AFRICAINS DE FORMATION DEMOGRAPHIQUE

La Conférence des ministres.

Rappelant la décision 37/444 du 21 décembre 1982, par laquelle l'Assemblée générale a approuvé les statuts des deux instituts africains de démographie : le Regional Institute for Population Studies (RIPS) et l'institut de formation et de recherche démographiques (IFORD);

Rappelant sa résolution 489 (XIX) du 26 mai 1984, par laquelle elle a pris note de la situation financière précaire des instituts du fait de l'insuffisance et de l'irrégularité des contributions de leurs Etats membres,

Considérant l'intention du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) de réduire progressivement son financement des instituts comme approuvé par la résolution 84/21 de son Conseil d'administration,

Rappelant en outre la résolution 625 (XXIII) du 15 avril 1988 de la Conférence des ministres de la CEA, exhortant les gouvernements africains à continuer à soutenir les instituts, renforcer cet appui et à manifester cette volonté en versant leurs arriérés et en payant régulièrement leurs futures contributions annuelles,

Pleinement convaincue que la restructuration du RIPS et de l'IFORD, telle qu'elle a été demandée par sa résolution 577 (XXI) du 10 avril 1980,

1. Attire l'attention des gouvernements africains sur le fait, que le non-paiement des contributions aux instituts pouvait entraîner la fermeture de ceux-ci;

2. Lance un appel pressant aux gouvernements africains pour qu'ils assurent d'assurer pleinement leurs responsabilités en vue de pour la survie des instituts;

3. Exhorte tous les gouvernements africains à fournir un appui financier adéquat aux instituts pour un fonctionnement convenable;

4. Exprime sa profonde appréciation au Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) pour son soutien précieux aux instituts;

5. Exprime aussi sa profonde appréciation aux pays hôtes, aux Etats membres et autres gouvernements et organisations internationales qui ont soutenu administrativement et financièrement les activités de formation et de recherche des instituts et les invite à maintenir leur assistance.

PROJET DE RESOLUTION

AVENIR DES INSTITUTS AFRICAINS DE FORMATION DEMOGRAPHIQUE

La Conférence des ministres,

Rappelant la décision 37/444 du 21 décembre 1982, par laquelle l'Assemblée générale a approuvé les statuts des deux instituts africains de démographie: le Regional Institute for Population Studies (RIPS) et l'institut de formation et de recherche démographiques (IFORD);

Rappelant sa résolution 489 (XIX) du 26 mai 1984, par laquelle elle a pris note de la situation financière précaire des instituts du fait de l'insuffisance et de l'irrégularité des contributions de leurs Etats membres,

Considérant l'intention du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) de réduire progressivement son financement des instituts comme approuvé par la résolution 84/21 de son Conseil d'administration,

Rappelant en outre la résolution 625 (XXIII) du 15 avril 1988 de la Conférence des ministres de la CEA, exhortant les gouvernements africains à continuer à soutenir les instituts, renforcer cet appui et à manifester cette volonté en versant leurs arriérés et en payant régulièrement leurs futures contributions annuelles,

Pleinement convaincue que la restructuration du RIPS et de l'IFORD, telle qu'elle a été demandée par sa résolution 577 (XXI) du 19 avril 1986, est impossible si les Etats membres ne versent pas leurs contributions,

PROJET DE RESOLUTION

PLAN D'ACTION POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA STATISTIQUE EN AFRIQUE DANS LES ANNEES 90

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 469 (XVIII) du 2 mai 1983 intitulée "Services statistiques africains",

Considérant l'importance du rôle de la statistique dans la formulation, le suivi et l'évaluation des programmes relatifs aux réformes de politique économique,

Considérant en outre que la stratégie pour l'obtention de données statistiques adéquates et à jour devrait recevoir une attention particulière,

Notant que bon nombre de services statistiques africains ne sont pas encore en mesure de fournir ces données à temps et d'une façon satisfaisante à cause d'importantes contraintes interdépendantes qui ont été identifiées au cours de l'évaluation des capacités statistiques des Etats membres effectuée dans le cadre du projet sur la "Collecte des données relatives aux programmes de développement et aux flux d'aide en Afrique",

Prenant note du rapport de la sixième session de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains,

1. Adopte le Plan d'action pour le développement de la statistique en Afrique dans les années 90;

2. Exhorte les gouvernements de la région à utiliser ce Plan d'action comme cadre pour le développement de la statistique dans leurs pays respectifs, à prendre les mesures nécessaires pour le renforcement de leurs capacités institutionnelles nationales dans le domaine de la statistique, et à promouvoir le dialogue entre producteurs et utilisateurs;

3. Recommande que l'ONU et ses institutions spécialisées puissent continuer leurs efforts actuels en vue d'assurer la coordination des activités de coopération technique dans tous les aspects de l'information quantitative;

4. Lance un appel aux organisations intergouvernementales, aux organismes donateurs multilatéraux et bilatéraux pour qu'ils poursuivent et renforcent leur assistance dans le domaine de la statistique dans la région, dans le contexte du Plan d'action pour le développement de la statistique en Afrique dans les années 90;

5. Demande au Secrétaire exécutif de la Commission de prendre les mesures nécessaires pour assister les gouvernements de la région dans l'exécution du présent Plan d'action.

Projet de résolution sur l'avenir de l'Institut de développement
économique et de planification (IDEP)

La Conférence des planificateurs, statisticiens et
démographes africains,

Rappelant la résolution 669(XXIV),

Rappelant le Mémoire spécial du Conseil d'administration
de l'Institut de développement économique et de planification,

Considérant les réalisations de l'Institut dans le domaine
de la formation de planificateurs et de spécialistes africains
du développement,

Considérant le besoin persistant et croissant qu'ont les
gouvernements des pays africains des services de l'Institut dans
les domaines de la formation, de la recherche et des services
consultatifs,

Considérant que l'Institut est le seul établissement
régional capable de fournir des services de formation et de
recherche à tous les Etats membres de la Commission,

Considérant la décision prise par le Programme des Nations
Unies pour le développement de retirer son appui aux activités
de base de l'Institut à la fin de 1990,

Constatant avec une très vive préoccupation que le déficit
persistant et important dans les contributions des Etats membres
à l'Institut contraindra inévitablement celui-ci à fermer ses
portes en février 1990 si aucune mesure correctrice n'est prise.

a) Versent immédiatement à l'Institut leurs contributions pour 1990 et leurs arriérés au titre de 1989;

b) Versent à l'Institut tous leurs arriérés au cours d'une période ne dépassant pas deux ans, selon un calendrier à arrêter avec la direction de l'Institut;

c) Versent à temps leurs contributions annuelles ordinaires à l'Institut, selon des modalités à fixer avec la direction de l'Institut;

2. Exhorte le Programme des Nations Unies pour le développement à aider l'Institut à survivre à sa crise financière actuelle et, en particulier :

a) A organiser rapidement la mission d'évaluation annoncée en octobre 1989;

b) A accorder tout son appui au programme de formation à court terme, aux activités de recherche et aux services consultatifs de l'Institut;

c) A continuer de financer les activités restructurées de l'Institut au-delà de 1990;

3. Engage le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique à poursuivre ses efforts en vue d'inscrire les activités de base de l'Institut au budget ordinaire de la Commission;

4. Prie instamment le Conseil d'administration de l'Institut de s'employer rapidement à rationaliser l'utilisation des